

Brochure n° 3287

Convention collective nationale

**IDCC : 1947. – NÉGOCE DE BOIS D'ŒUVRE
ET PRODUITS DÉRIVÉS**

AVENANT N° 15 DU 6 JANVIER 2012

RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX ET À LA VALEUR DU POINT

AU 1^{ER} JANVIER 2012

NOR : ASET1250389M

IDCC : 1947

Entre :

La FNBM,

D'une part, et

La FNCB CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés.

Article 2

*Grille des minima conventionnels applicable
pour la durée légale du travail à compter du 1^{er} janvier 2012*

Valeur de point : 5,57 €.

Partie fixe en euros :

- coefficient 100 : 843 ;
- coefficient 105 : 817 ;
- coefficient 110 : 793 ;
- coefficient 115 : 769 ;
- coefficient 120 : 744 ;
- coefficient 125 : 725 ;
- coefficient 135 et suivants : 690.

Personnel ouvrier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
I	A et B	100	1 400
II	1 C	105	1 402
	2 D	110	1 406
III	1 E	115	1 410
	2 F	125	1 421
	3 G	135	1 442
IV	1 H	150	1 526
	2 I	170	1 637
	3 J	200	1 804

Personnel administratif, commercial et technique

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
ACT 1		100	1 400
ACT 2	1	110	1 406
	2	120	1 412
ACT 3	1	135	1 442
	2	150	1 526
ACT 4		170	1 637
ACT 5	1	190	1 748
	2	210	1 860
ACT 6	1	240	2 027
	2	270	2 194
ACT 7	1	320	2 472
	2	370	2 751

Agents de maîtrise

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
AM 1		190	1 748
AM 2	1	230	1 971
	2	270	2 194
AM 3	1	320	2 472
	2	370	2 751

NIVEAU	COEFFICIENT	MINIMUM MENSUEL
C 1	280	2 250
C 2	360	2 695
C 3	420	3 029
C 4	460	3 252
C 5	480	3 364
C 6	510	3 531
C 7	550	3 754
C 8	600	4 032

Article 3

Valeur du point d'ancienneté

A compter du 1^{er} janvier 2012, la valeur du point d'ancienneté est fixée à 5,97 €.

Article 4

Entrée en vigueur. – Dépôt. – Extension

Le présent avenant entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2012.

Les parties signataires s'engagent dans le cadre de l'article L. 2231-6 du code du travail à déposer le texte pour extension.

Article 5

Révision. – Dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires.

La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 6

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 7

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce de bois d'œuvre et produits dérivés relatifs aux salaires ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent texte sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 6 janvier 2012.

(Suivent les signatures.)